

Craignant pour leur emploi, les conseillers techniques sportifs interpellent la ministre

Les Conseillers Techniques Sportifs (CTS) qui encadrent le sport français à tous les niveaux, sont inquiets. Ils craignent pour l'avenir du sport en France et leurs emplois. Ils sont venus le redire à leur ministre.



Roxana Maracineanu, la ministre des sports, doit calmer la colère des conseillers techniques sportifs qui se sentent menacés dans leur fonction. LP/Frédéric Dugit

Pierre Mourot est un homme en colère. Comme 1 600 de ses collègues à travers toute la France, le Breton de Saint-Pierre Quiberon (56) est CTS (Conseiller Technique Sportif). Il occupe ses fonctions à l'Ecole Nationale de Voile et des Sports Nautiques et il a peur pour son emploi. [Dans une note que nous dévoilons en exclusivité voici quelques jours](#), des

discussions ont été engagées pour amener les fédérations sportives à prendre en charge d'ici 2025 ces CTS. Pour le moment, c'est l'Etat qui les rémunère.

« C'est une catastrophe ! prédit Pierre Mourot. C'est le Général de Gaulle qui avait mis en place ce fonctionnement du sport français après le fiasco des JO de Rome en 1960. Il avait créé ces CTS, les Creps (*Centre régional d'éducation populaire et de sport*) et tout ce qui a permis au sport en France d'être ce qu'il est. L'Etat veut se désengager et, quelque part, privatiser le sport français. Nous ne sommes pas opposés à faire avancer ou changer certaines choses. Mais pas comme ça. »

Avec d'autres, il est venu exprimer sa crainte et la colère des CTS ce mardi matin à Roxana Maracineanu, sa ministre de tutelle. « Les CTS ont un rôle essentiel. Ce sont eux qui encadrent, détectent les futurs champions. Sans nous, on passera à côté du futur Mbappé » craint Pierre Mourot qui enchaîne. « Économiquement, c'est aussi très dommageable. Dans notre fédération, nous avons 8 salariés et 60 CTS. En 2025, la FFV devra prendre en charge 68 salariés qu'elle devra payer elle-même via des aides supplémentaires du ministère. On fera comment ? On augmentera les tarifs des licences, des stages ; On rognera sur les dépenses pour pouvoir essayer de payer tout le monde. »

« Au final, c'est le licencié qui paiera les pots cassés »

Dans un communiqué, le ministère des Sports a répondu à cette inquiétude : « La Ministre a rappelé que dans le cadre de la politique du gouvernement, elle porte une rénovation du modèle sportif français, nécessaire et attendue. Cette nouvelle organisation permettra d'accorder plus d'autonomie et de moyens au mouvement sportif. Il s'agit de mettre en œuvre une modification de position administrative déjà connue de beaucoup de fonctionnaires, au travers d'un contrat de détachement volontaire dont les modalités seront établies en concertation avec les CTS, les organisations syndicales et les fédérations, dans le plus grand

respect des métiers et des agents. »

Cela n'a semble-t-il pas rassuré les conseillers : « Certaines petites fédérations n'auront pas les moyens de prendre ces emplois à leur charge, enchaîne Marie-Christine Bastien, secrétaire nationale de l'EPA-FSU. Elles auront lors deux solutions : soit s'en passer, soit en former un nouveau avec les moyens du bord et le payer une misère. Au final, c'est le licencié qui paiera les pots cassés. »

Pierre Mourot est CTS à la fédération française de voile.DR

En moyenne, un CTS est payé environ 2 500 € nets par mois. « Pour passer tous ses week-ends sur le terrain. On ne s'en plaint pas, on adore ça. Mais c'est un fait », dit Pierre Mourot, qui craint pour son emploi : « CTS, c'est mon métier et c'est mon emploi qu'on menace. En 2025, si ce n'est plus l'Etat qui me paye mais ma fédération, je gagnerai moins. Je ferai quoi ? J'irai dans un bureau ? Très peu pour moi. »

Le navigateur envisage une autre option : « Nous avons un savoir-faire en France mondialement reconnu. J'ai déjà été contacté par des fédérations étrangères. J'ai dit non. Mais demain ? Je franchirai peut-être le pas et en 2024, je défilerais à Paris sous un drapeau étranger. Je n'en ai pas envie. »

La Ministre a de son côté rappelé qu'aucun CTS ne perdrait son emploi et que tous conserveraient leur statut de fonctionnaire.

C'est quoi, un « CTS » ?

Un Conseiller Technique Sportif a parmi ses missions la détection et la formation des futures stars du sport français à travers les clubs et leur maillage. Eux-mêmes CTS, les Directeurs techniques nationaux (DTN) et les entraîneurs nationaux ont également la charge d'accompagner les sportifs de haut niveau, dont ceux des différentes équipes de France. Les CTS sont également chargés de former les éducateurs qui entraînent au niveau amateur, un rôle essentiel pour les petites fédérations sportives.